



Fenêtre sur le monde n°21



Dans l'Antiquité, les années olympiques marquaient une trêve de toute guerre. Dans notre monde moderne, au moment où l'humanité aurait dû être plus unie que jamais dans la lutte pour retrouver santé et lumière, à l'instant critique où tout peut basculer dans de nouvelles ténèbres, voilà la guerre impitoyable d'une puissance vaccinale et colonisatrice contre une bande de terre où vit une partie d'un peuple martyrisé. La fumée des ruines bombardées rejoint celle

des bûchers funéraires d'un sous-continent usine pharmaceutique du monde dont les autorités nationalistes et aveugles ont terriblement failli. Qu'est devenu « le monde d'après » ? Au seuil de déconfinements qu'on espère les derniers, certains le qualifient de rêve emporté par les vagues successives d'un virus qui nous submerge. Mais l'espoir timide et fragile commence à poindre, les serrures des coffres s'ouvrent, même si le trésor n'est pas encore à la portée de tous. Vigilance : les usurpateurs, nombreux et puissants, ne cessent de répandre leur discours de contrefaçon. En face, nous voulons relever le défi. « Justice est la ceinture de ses hanches, fidélité le baudrier de ses reins » : les mots du prophète Isaïe sont pour nous. Pas de messie à l'horizon. Faisons advenir notre monde d'après.

Justice vaccinale, espoir mondial

Levée des brevets: les États-Unis favorables

Parfois le décalage horaire avec les États-Unis fait qu'au réveil, en Europe, Twitter nous apporte des bonnes nouvelles inattendues. C'est ce qui s'est passé le mercredi 5 mai : les réseaux sociaux bruissaient de l'excellente nouvelle, la déclaration de Katherine Tai, ambassadrice des États-Unis à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), était relayée à foison, tout le monde s'empressait de se réjouir de ce qui était considéré comme un revirement : l'administration états-unienne est favorable désormais à la levée des brevets sur les vaccins anti-COVID.

C'était, disait-on, une promesse de campagne de Joe Biden, promesse tenue. Mais le *NYTimes* précise que les États-Unis ont cédé à la pression internationale et que Biden a été poussé y compris par de nombreux élus de son parti au Congrès. C'est vrai : les membres de la désormais célèbre *squad*, cette équipe dynamique de *Congresswomen* (maintenant elle comprend aussi un *Congressman*) progressistes ont été les premières personnes à se réjouir sur Twitter et à appeler à des actions plus consistantes qu'une simple déclaration de principe.

Il serait malvenu de bouder cette bonne nouvelle, surtout qu'en Europe il n'y a toujours rien d'officiel. On pourrait juste remarquer que c'est une ambassadrice qui parle, et qu'elle s'exprime dans, un langage bien « diplomatique » : « notre administration croit fortement à la protection de la propriété intellectuelle, mais soutient la levée de cette protection concernant les vaccins pour la COVID19, en vue d'en finir avec la pandémie ». Cela doit se faire dans le respect des négociations basées sur le consensus, car le sujet est « complexe ». Mais même avec ces mots qui ressemblent à une langue de bois, c'est un revirement. La directrice générale de l'OMC, la Nigériane Ngozi Olonjo-Iweala, a tout de suite complimenté les États-Unis pour leur position.

Certes, comme le souligne notre incontournable vigie vaccin Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 7.05.2021, ce changement bienvenu arrive au moment où les États-Unis ont vacciné une partie très importante de leur population et peuvent se permettre de se montrer « grand seigneur » tout en maintenant le protectionnisme vaccinal et en ne changeant pas leur législation au sujet de la production. Mais le Royaume-Uni a aussi bien vacciné sa population. Or le gouvernement de Boris Johnson n'a pas suivi le « cousin » d'outre-Atlantique. Et il ne peut pas prétendre maintenant être lié à une discipline collective, car son Brexit lui donne la possibilité d'agir tout seul. D'ailleurs, l'éditorial du *Guardian* du 6.05.2021 critique ce silence.

Maintenant, l'enjeu, selon les forces qui militent pour la proposition de l'Afrique du Sud et de l'Inde à l'OMC (que nous étions parmi les premiers à en faire état dans notre *Fenêtre* n°12), c'est le transfert de technologie, ce qui peut très bien se faire grâce à la plateforme C-TAP développée par l'OMS et tombée ensuite en désuétude, faute de pays engagés (cf. *Fenêtre* n°10). Un autre enjeu, et de taille, sont les moyens de production. Qui écouterait Katherine Tai qui commence sa déclaration avec la phrase : « les circonstances extraordinaires de la pandémie de COVID19 appellent des mesures exceptionnelles » ?

Sûrement pas les principaux intéressés, les compagnies de Big Pharma qui ont vu leurs actions chuter à la Bourse de New York dès l'annonce de l'ambassadrice. Les différents lobbys de ces industries à l'international se sont fendus de déclarations consternées et consternantes, relatées par Thomas Lemahieu. À la télévision (publique) française, lors d'un débat sur le sujet, un supposé expert se désolait car « la prochaine fois que les compagnies inventeront un médicament, traitement ou vaccin nouveau, elles ne voudront pas le produire, car elles craindront qu'on leur demande de lever le brevet ». L'argument ressassé de « frein à l'innovation » a été répété sur tous les tons, sans aucune considération pour les « circonstances exceptionnelles » mentionnées par Katherine Tai.

L'argument de l'innovation est peu crédible, car les sommes consacrées par les États pour « aider » mes entreprises de Big Pharma sont connues. Les contribuables ont grassement rémunéré les actionnaires (cf. *Fenêtre* n°20). Sont également connus les efforts de la recherche publique qui, pendant des années voire des décennies a travaillé sans relâche pour mettre au point l'ARN messager, faire mieux connaître les coronavirus, étudier leur transmission et les moyens de s'en protéger.



Office of the United States Trade Representative

FOR IMMEDIATE RELEASE:

May 5, 2021

CONTACT: media@ustr.eop.gov

STATEMENT FROM AMBASSADOR KATHERINE TAI ON THE COVID-19 TRIPS WAIVER

WASHINGTON – United States Trade Representative Katherine Tai today released a statement announcing the Biden-Harris Administration's support for waiving intellectual property protections for COVID-19 vaccines.

“This is a global health crisis, and the extraordinary circumstances of the COVID-19 pandemic call for extraordinary measures. The Administration believes strongly in intellectual property protections, but in service of ending this pandemic, supports the waiver of those protections for COVID-19 vaccines. We will actively participate in text-based negotiations at the World Trade Organization (WTO) needed to make that happen. Those negotiations will take time given the consensus-based nature of the institution and the complexity of the issues involved.

“The Administration's aim is to get as many safe and effective vaccines to as many people as fast as possible. As our vaccine supply for the American people is secured, the Administration will continue to ramp up its efforts – working with the private sector and all possible partners – to expand vaccine manufacturing and distribution. It will also work to increase the raw materials needed to produce those vaccines.”

###

Tout le monde sait maintenant que si les scientifiques n'avaient pas partagé dès le premier instant de la pandémie leurs résultats et leurs découvertes, ce qui apparaît comme un « progrès fulgurant » des compagnies privées n'aurait pas pu voir le jour aussi vite et bien.

Que fait l'Union européenne (UE) ? Pas grand-chose, sauf demander aux compagnies d'accélérer leur production et de rendre disponibles les vaccins à « un prix abordable », comme l'indique Thomas Lemahieu, considérant que, quand la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, se dit « prête à discuter », c'est une « grossière manœuvre », car elle ne parle pas du tout de la proposition faite au sein de l'OMC, mais juste de la position états-unienne...

Comme souvent, la France entonne la chanson de Dalida « *parole, parole, parole* », ne voulant absolument pas fâcher les « innovateurs » privés. Le vaccin est « un bien public mondial », selon le discours officiel français. On est « tout à fait favorable à ce que la propriété intellectuelle soit levée », mais cela ne servira à rien, car les pays africains n'ont pas la possibilité de produire ces vaccins si compliqués. Outre que c'est assez méprisant pour des pays africains qui se sont déjà dit prêts à participer à la production (cf. *Fenêtre* n°20), rien n'empêche la France de participer au transfert de technologie via C-TAP ou de prendre des initiatives au niveau européen.

Or, au récent « sommet social européen » tenu les 9 et 10 mai à Porto, les paroles étaient toujours abondantes, et creuses, mais les actes toujours absents. Thomas Lemahieu s'est employé à décrypter point par point le discours du président français sur « le bien public » etc. etc. C'est intéressant de noter que, quand les politiques prétendent que les techniques de production à ARN messenger sont « trop compliquées » et pas données à tout le monde, la réalité les dément : Moderna, l'entreprise sans usines, basée sur une sous-traitance à haute dose, a pu en temps record trouver les moyens pour produire l'ARN messenger sur plusieurs sites subventionnés par des fonds publics, y compris en France. C'est l'argent qui est le nerf de la guerre pour Big Pharma, de préférence l'argent public.

La France, par la voix présidentielle, a aussi incriminé « les Anglo-Saxons » qui ne donnent pas de vaccins, ne sont pas partageurs, bloquent les ingrédients. Certes, le protectionnisme états-unien est réel, mais au lieu d'accuser les autres, pourquoi ne pas balayer devant sa porte ? L'UE n'a pas non plus « partagé » ses doses, elle les a vendues (au prix du marché) à des pays qui pouvaient les acheter. C'est un commerce qui n'a rien à voir avec la solidarité.

La déclaration de l'ambassadrice Katherine Tai :

<https://twitter.com/AmbassadorTai/status/1390021205974003720>

L'article du *NYTimes* dans la « Lettre coronavirus » quotidienne :

<https://www.nytimes.com/live/2021/05/05/world/covid-vaccine-coronavirus-cases - covid-vaccine-patent-biden>

L'éditorial du *Guardian* :

<https://urlz.fr/fGnB>

L'article de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 7.05.2021, tout de suite après l'annonce du revirement états-unien :

<https://www.humanite.fr/vaccins-malgre-la-bronca-de-big-pharma-la-leeve-des-brevets-simpose-706342>

Le décryptage du discours du Président français par Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 11:05.2021 :

<https://www.humanite.fr/vaccin-comment-macron-trompe-son-monde-sur-la-leeve-des-brevets-706680>

Des profits en pleine pandémie : un vaccin est une bonne affaire

Pfizer n'a pas honte et n'hésite pas à afficher les gains dus à la réussite de son vaccin. Si d'autres compagnies ont décidé de ne pas tirer des profits pendant la période d'urgence pandémique selon le *NYTimes* du 4.05.2021, Pfizer annonce fièrement avoir gagné des centaines de millions, plus précisément 3,5 milliards de \$ grâce à son vaccin pendant le premier trimestre 2021. Le vaccin a été pendant cette période sa principale source de revenus.

Quelle partie de ces revenus sont des bénéfices nets ? Pfizer ne le dit pas clairement, mais le *NYTimes* estime que la hausse est de 20%, ce qui donne quelques 900 millions de \$ pendant les quatre premiers mois de 2021.

Le vaccin de Pfizer est indéniablement un succès, mais, contrairement aux déclarations de son PDG qui prétend que « les pays les plus pauvres y ont accès comme le reste du monde », jusqu'à maintenant ce sont les pays riches qui en ont essentiellement profité : à la mi-avril, ils ont reçu 87% des doses distribuées par Pfizer, contre seulement 0,2% pour les pays pauvres (chiffres de l'OMS). Un habitant sur quatre des pays riches a été vacciné, contre un sur 500 dans les pays pauvres.

Quand on demande à Pfizer combien de doses exactement sont allées aux pays pauvres, pas de réponse. Quant à COVAX, Pfizer n'a donné qu'un petit 2% des doses produites.

Selon le *NYTimes*, qui a fait le tour des principales compagnies de Big Pharma aujourd'hui sur le pont vaccinal, Pfizer a bien d'autres produits sur le marché : ses revenus et profits ne dépendent donc pas du vaccin, comme il semblerait que ce soit le cas pour son concurrent Moderna.

Bien sûr, Pfizer s'enorgueillit de ne pas avoir reçu de fonds fédéraux des États-Unis (mais oublie que son partenaire, BioNtech, en a reçu de l'Allemagne, son pays d'implantation) et ne dit mot sur la recherche fondamentale publique, financée par l'argent du contribuable, qui a travaillé depuis longtemps sur la technique de l'ARN messenger sur laquelle est basé le vaccin.

Le *NYTimes* cite le PDG Albert Bourla qui, sans surprise, vante « le partage » avec COVAX. Mais Richard Kozul-Wright, directeur de la division sur les stratégies de globalisation et de développement à la Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement à Genève tient un autre discours : « en dépit de tous ces discours sur COVAX, ils ont été bien plus intéressés par les accords bilatéraux, car c'est comme ça qu'ils se font leur argent ». Albert Bourla a gagné 21 millions de \$ en 2020...

L'Inde, où le coronavirus sévit aujourd'hui de façon agressive, n'utilisait pas le vaccin de Pfizer, car l'autorisation de mise sur le marché avait été retirée par la compagnie en février dernier, quand le régulateur indien exigeait absolument que le vaccin soit soumis à des essais cliniques locaux de sécurité. Pfizer avait demandé à être exempté de ces essais (que d'autres compagnies acceptent pourtant) arguant que les autorisations reçues en Allemagne et aux États-Unis étaient suffisantes, pas besoin d'essais en plus.

Début mai, les négociations entre Pfizer et le gouvernement indien ont recommencé, avec l'objectif d'obtenir l'autorisation d'urgence pour que la compagnie « fasse don » de médicaments d'une valeur de 70 millions de \$ au pays.

Après tout, dans un monde dominé par le capitalisme, qui plus est financiarisé, il n'est pas étonnant que le vaccin génère des profits, ni que Pfizer en fasse état. Ce qui est le plus gênant, c'est l'hypocrisie : Albert Bourla fait partie d'une « table ronde d'entrepreneurs » qui, en 2019, avait comme objectif de rendre service à un « large éventail de personnes », y compris les travailleurs et les communautés locales. Sans commentaire.

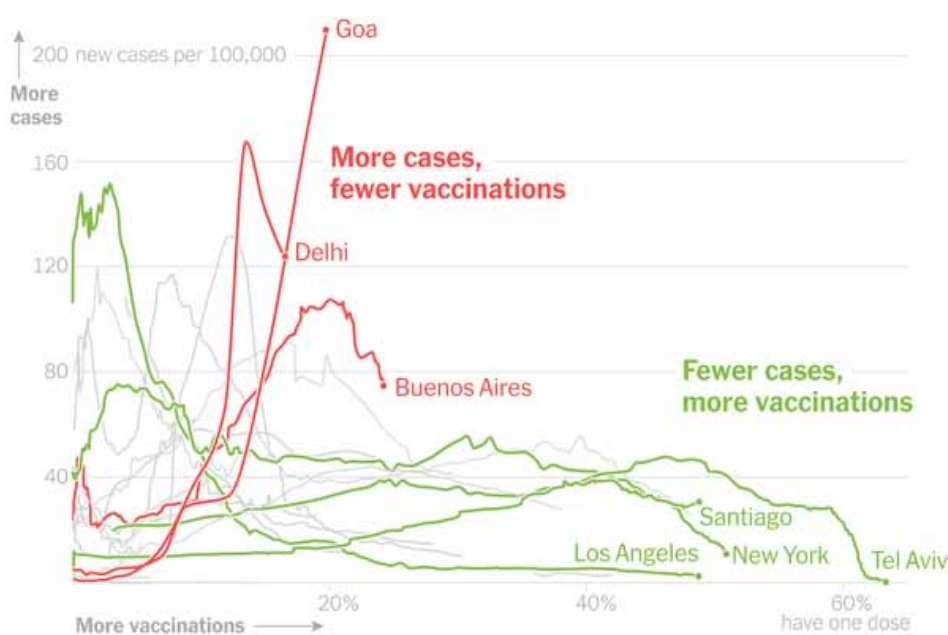
Le *NYTimes* rapporte que certaines compagnies sont un peu gênées à afficher des chiffres faramineux et leurs communicants « ne veulent pas discuter des détails du prix du vaccin ». Elles ont raison : cela risquerait d'amplifier la mobilisation pour la levée des brevets, le partage de la technologie et du savoir-faire, la livraison des doses suffisantes à COVAX. Et si cela réussissait, exit les profits, les belles paroles sur l'équité et les arguments sur la « prise de risque » et l'innovation.

Pour se protéger du coronavirus, on porte un masque. Mais les masques de ces profiteurs doivent tomber pour accentuer la protection du monde.

La corrélation entre vaccination et progression ou recul de la pandémie est illustrée dans ce graphique de la « Lettre coronavirus » du *NYTimes* du 17.05.2021.

<https://urlz.fr/fGnW>

The pandemic splits in two



Internationale de l'éducation (IE) :

les gouvernements doivent s'engager au plus vite à soutenir la levée des brevets

Faisant référence à la déclaration des États-Unis (cf. ci-dessus) qu'elle considère comme « un pas en avant pour l'accès équitable aux vaccins pour tous », l'IE mobilise les syndicats de l'éducation pour la justice vaccinale, contre le nationalisme vaccinal et les profits que les compagnies de Big Pharma tirent de la pandémie.

Le secrétaire général de l'IE, David Edwards, souligne la nécessité de l'accès universel et équitable aux vaccins pour une réouverture des écoles en sécurité. La pandémie a éloigné de l'éducation pendant des mois, voire un an, de très nombreux élèves : « nous commençons seulement à saisir l'impact négatif à long terme des fermetures des écoles, et les effets disproportionnés sur les groupes d'élèves déjà défavorisés », déclare David Edwards (cf. *Fenêtre* n°18).

Les vaccins sont une clé qui ouvrira les écoles pour que les élèves et les enseignants cessent de se voir à travers les écrans. La déscolarisation mène à des régressions non seulement au niveau des apprentissages, mais surtout de la socialisation et de l'épanouissement.

La déclaration de l'IE appelant les gouvernements à assurer l'égalité d'accès aux vaccins et traitements anti-COVID en levant les droits de propriété intellectuelle :

<https://urlz.fr/fGnY>

Espagne

L'Espagne appuie la levée des brevets sur les vaccins anti-COVID à l'OMC

Dans le vocabulaire technique des affaires étrangères (voir le glossaire sur *Legifrance*), un *non paper* est une « note libre », un document sans signature officielle et en-tête, destiné à exprimer des idées dans une discussion. Ce *non-paper* contient les thèses de la représentation espagnole à l'OMC. Nous l'avons lu grâce au compte Twitter de Thomas Lemahieu, notre vigie vaccins de *l'Humanité*, qui constate que, quand l'Espagne avance, la France et d'autres pays sont laissés derrière à tergiverser.

Même si un *non paper* n'est pas l'expression officielle d'un pays, le *non paper* espagnol a été rendu public à dessein, non par des fuites journalistiques. Les journalistes l'ont relayé sur Twitter, et les commentaires que cette diffusion a provoqués sont révélateurs de l'attente que quelque chose bouge en Europe, après la brèche ouverte par l'administration Biden aux États-Unis.

Après une introduction assez convenue sur la nécessité d'une stratégie coordonnée pour faire face à la pandémie (« personne n'est en sécurité jusqu'à ce que tout le monde soit en sécurité », slogan très couru) et les enjeux d'une augmentation de la production vaccinale mondiale et d'une répartition équitable des doses, dans la première partie intitulée « partager la connaissance », le premier point demande qu'un consensus soit trouvé au sein de l'OMC pour la levée de certaines obligations de l'accord TRIPS (*Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights*) et qu'en attendant soient activés les mécanismes de licences volontaires (sur ces licences, cf. *Fenêtre* n°16).

Le deuxième point est tout aussi explicite : il demande que soit renforcée et soutenue la plateforme C-TAP, mise en place par l'OMC il y a un an pour partager la propriété intellectuelle et la technologie. C-TAP a été « boudée » par la majorité des pays riches. Il faut maintenant que l'Assemblée générale de l'OMS, c'est-à-dire ses pays membres, s'engage à la soutenir et à « encourager l'industrie à effectuer le transfert de savoir-faire nécessaire » pour augmenter la capacité de production.



Certes, « encourager » l'industrie n'a rien de contraignant, et l'absence de précisions laisse craindre que ce point exprimé en langage « diplomatique » ne soit pas suivi de faits. Mais l'évoquer, et nommer C-TAP montre qu'on ne se contente pas ici de paroles creuses sur « le bien public mondial » (comme le fait la France), ni n'avance des arguments hypocrites pour montrer que la levée des brevets ne sert à rien car l'important est la technologie. Les deux sont importants : sans recette, pas de fabrication : sans industrie et savoir-faire, pas de fabrication. On ne peut se passer ni de l'un, ni de l'autre. Les Espagnols l'ont compris.

La pandémie actuelle ne sera peut-être pas la dernière et n'est pas non plus la première (n'oublions pas Ebola) : la note demande la création d'un groupe de travail au sein de l'OMC et en collaboration avec l'OMS et l'OMPI (WIPO - *World Intellectual Property Organization*/Organisation mondiale de la propriété intellectuelle) pour adapter les règles de propriété intellectuelle aux urgences sanitaires mondiales à venir.

Il faut une intensification de la production. Il faut une plateforme qui fasse correspondre fabrication, approvisionnement et demande, qui supervise les sites de production dans toutes les régions du monde pour éviter que des ressources restent inexploitées. Elle pourrait assurer la coordination avec COVAX. Pour faciliter les échanges, les pays doivent lever les obstacles qui concernent tant les vaccins que leurs ingrédients : pas de taxes ou restrictions. L'OMC doit s'assurer que ces mesures sont respectées. S'il endosse ce rôle, cette organisation réputée favorable à la « concurrence libre et non faussée » renouerait avec ses origines, la régulation du commerce mondial.

Le troisième et dernier point parle de l'accélération de la distribution, qui passe par un financement conséquent de COVAX et par « une contribution non financière », ce qui sous-entend le don de vaccins par ceux qui ont du surplus. Ces pays ne sont évidemment pas mentionnés dans la note, mais on les connaît bien. Ce sont aussi ceux qui sont les plus réticents, voire qui bloquent la levée des brevets à l'OMC et qui ne se sont pas engagés à C-TAP.

Le secteur privé doit être mis à contribution pour la distribution : par exemple, comme les compagnies aériennes connaissent aujourd'hui une baisse de leur activité à cause des interdictions de voyager et des fermetures de nombreux pays, elles trouveront un nouveau débouché en assurant la distribution des vaccins. Cette idée est astucieuse, mais oublie que lesdites compagnies préfèrent toucher des subventions et licencier, plutôt que de devenir vertueuses...

La note espagnole se termine en appelant à la création d'un mécanisme de surveillance de la part de l'OMS (avec les autres agences de l'ONU et avec l'OMC) pour s'assurer que tout cela se mette en place et fonctionne bien.

Des lignes commencent à bouger. C'est un signe d'espoir. Mais il faut faire très vite, car la course de vitesse vaccins-variants doit se terminer avec la victoire des premiers, pour le bienfait de l'humanité.

Voir sur Twitter la publication du *non paper* le 11.05.2021 et les commentaires :

<https://twitter.com/ThiruGeneva/status/1391974296998891523>

Les accidents du travail mortels se sont multipliés malgré les confinements

Le mensuel *Mundo Obrero* publie, dans son numéro du mois d'avril, un article sur les accidents de travail durant l'année pandémique 2020-2021, basé sur les données officielles du Ministère du travail et de l'économie sociale, ainsi que sur celles du Secrétariat à la santé au travail de la confédération CC.OO.

L'économie espagnole a subi, en 2020, sa pire récession des 85 dernières années, avec une chute de 11% du PIB. Au delà des destructions d'emplois et de la paralysie de la production dans plusieurs secteurs, une conséquence un peu inattendue et préoccupante est la hausse de 9,8% des accidents de travail mortels par rapport à l'année précédente, ce qui donne 708 victimes en un an, « chiffre terrible et tragique » selon le journal qui note qu'en même temps les morts dues aux accidents de trajet ont été réduites de 26%. Les arrêts de travail suite à des accidents ont aussi baissé de 23%. Ces baisses sont imputables à la réduction d'activités pendant les confinements et s'observent dans tous les secteurs sauf le sanitaire et le social.

La confédération CC.OO pense que plusieurs accidents n'ont pas été déclarés. Selon ses calculs basés sur des « taux d'incidence » plus précis et permettant une comparaison plus fine d'une année sur l'autre, les accidents mortels ont augmenté de 12,6%.

Affinés par secteur, les résultats montrent que les morts ont baissé seulement dans le BTP (- 11,1%), ce qui est assez logique puisque les travaux ont été arrêtés pendant le premier confinement et ont repris au ralenti depuis. Mais dans l'agriculture l'augmentation est de 64% : ce secteur ne s'est jamais arrêté, même quand tout le reste de l'économie était mis sous cloche. C'est l'agriculture qui a « remplacé » le BTP à la première place de ce palmarès morbide.

Les accidents de travail causent aussi des handicaps et maladies professionnelles. Les données du Ministère de l'inclusion, de la sécurité sociale et des migrations nous les présentent : les signalements en 2020 ont drastiquement baissé, ce qui est autant inquiétant que les conséquences des accidents elles-mêmes.

Les données genrées montrent que ces signalements ont baissé de 35,27% pour les femmes et de 28,66% pour les hommes. Mais cela ne signifie pas que les femmes ont été moins handicapées ou malades ; seulement que l'emploi féminin a baissé. Les femmes ont souvent des emplois et des conditions de travail précaires et instables, ce qui engendre des maladies ou des handicaps. Si elles ne travaillent plus, elles sortent des statistiques. La baisse est donc un trompe-l'œil.

Cette réalité préoccupante demande des mesures urgentes au moment où l'Espagne, comme d'autres pays européens, rouvrent leurs économies (ceux du sud ouvrent aussi leur tourisme, qui fait partie des secteurs importants de l'économie). Contrôles renforcés et retour au giron du public de la prévention qui était externalisée. Il faut aussi changer le système des relations sociales et législations du travail qui encouragent la précarité, l'une des principales causes des accidents. Bien sûr il faut un nouveau système de signalement qui tienne vraiment compte de l'origine des accidents : tout accident dû au travail doit être déclaré comme tel.

Ce sont quelques leçons de la pandémie, qui a mis en lumière les défaillances du système, mais aussi le fait que les confinements n'ont pas arrêté les morts au travail. On verra si la ministre du travail, Yolanda Diaz, qui a participé aux manifestations du Premier mai et déclaré que sa place était avec les travailleurs (une première !) s'appliquera à vraiment changer les choses et ne se contentera pas de souligner « l'apport » du secrétaire général des CC.OO, Unai Sordo, comme elle l'a fait récemment dans une rencontre européenne organisée par les syndicats de plusieurs pays à l'occasion du Premier mai.

<https://www.mundoobrero.es/pl.php?id=10717>

Yolanda Diaz défile avec les syndicats le Premier mai :

<https://www.humanite.fr/espagne-yolanda-diaz-la-ministre-qui-defile-le-1er-mai-705686>



États-Unis

La pandémie aura-t-elle raison des cérémonies de remise des diplômes universitaires 2021 ?

Dans les universités états-uniennes, le moment de la remise des diplômes revêt une importance particulière et se déroule selon un cérémonial précis permettant aux nouveaux diplômés de se réunir tous ensemble pour fêter leur fin d'études. Les images de jeunes portant des toges et lançant leur chapeau en l'air tout sourire qui nous paraissent folkloriques ont une grande valeur pour ces jeunes après des années de labeur.

Or cette année la pandémie sévit toujours et les rassemblements ne sont pas encore autorisés. Certaines universités ont donc décidé de transformer ces cérémonies en « événements en ligne » sans saveur ni chaleur. On demande aux jeunes de s'inscrire sur un site internet et d'aller récupérer leur attirail de diplômé qu'ils ont précommandé. Heureusement, « ce service est gratuit et sans rendez-vous ».

Mais les étudiants ne l'ont pas entendu de cette oreille. C'était comme si, après une année si difficile, on leur volait leur fin d'études.

Le *NYTimes* du 30.04.2021 relate qu'à l'Université Tampa, dès qu'ils ont reçu la nouvelle de la transformation de la cérémonie, certains ont pleuré. D'autres ont lancé une consultation sur les réseaux sociaux : 80% de leurs condisciples ont répondu que, si l'université organisait une cérémonie « physique », ils étaient prêts à y participer. Trois étudiantes ont donc lancé un financement participatif qui a eu un énorme succès : plus de 25.000\$ récoltés pour louer un grand centre d'expositions où se déroulera leur cérémonie « alternative », mais véritable, où ils pourront se voir et se congratuler, même si leurs sourires seront très probablement masqués.

L'université a refusé de s'y associer. Ce sera donc une cérémonie participative et entièrement auto-organisée. Le problème de l'absence des diplômes officiels a été réglé : des fac-similés ont été imprimés et déposés sur une table où les jeunes iront les chercher « sans contact » !

Comme ce genre d'initiative a essaimé avec succès, certaines universités ont compris et ont organisé des cérémonies « physiques », comme l'Université du *Maryland Eastern Shore*. La condition pour y participer est soit un certificat de vaccination, soit un test PCR négatif récent. *Rhodes College* impose aux participants de s'asseoir par groupes de 8 personnes distancés les uns des autres. D'autres universités organisent des cérémonies par groupes et limitent le nombre d'invités par étudiant. D'autres encore interdisent les invités, limitant la cérémonie aux diplômés. Les parents et amis suivent une retransmission en direct.

Allison Clark, l'étudiante de l'Université Tampa qui a lancé la cérémonie participative, refuse d'être frustrée : « être avec mes condisciples, marcher sur la scène, recevoir le diplôme pour lequel nous avons travaillé si dur, cela signifie absolument tout pour moi, et une cérémonie virtuelle de 45 minutes où mon nom défilera sur un écran n'était simplement pas suffisante », confie-t-elle. La frustration est plus grande quand elle a appris que l'université de Floride, université publique avec beaucoup plus d'étudiants que Tampa (université privée) organisait une cérémonie « physique » quoique aménagée pour respecter les règles. Mais Harvard a opté pour la cérémonie virtuelle. Pire, le diplôme sera envoyé par mail...

Selon le *NYTimes*, une autre option était recommandée par certains experts comme Peter Hotez, directeur du *Texas Children's Center for Vaccine Development* : reporter les cérémonies en juillet-août, le temps que les jeunes soient aussi vaccinés. C'est vrai qu'aux États-Unis, les autorités ont ouvert la vaccination à toute personne de plus de 16 ans. Les jeunes affluent aux centres de vaccination, sans rendez-vous. Dans certains quartiers de New York, on fait la queue patiemment pour recevoir ce sésame vers une vie qui a tant manqué.

Ce conseil avisé présupposait que les universités se coordonnent au lieu de foncer chacune toute seule. Cela n'a pas été possible. Mais on constate que les universités publiques ont davantage tenu compte de la frustration de leurs étudiants et de leur désir de cérémonies « physiques ».

Dans la plupart des universités où des cérémonies virtuelles ont été annoncées, étudiants et parents ont vivement protesté, inondant de mails les directions ou faisant signer des pétitions.

À Ann Arbor (Mich.), les parents ont manifesté dans la rue trouvant injuste que l'université ne prenne même pas la peine de tirer profit de son emplacement juste à côté d'un énorme stade de 100.000 places. L'université s'est défendue arguant qu'elle ne pouvait pas prendre le risque de faire venir ses étudiants, dont la majorité habitait aux quatre coins de l'état du Michigan ou du pays. La manifestation et les pétitions ont changé un peu la décision, toujours frustrante mais permettant aux jeunes qui le souhaitent de se voir : ils allaient être placés dans le stade pour suivre leur cérémonie sur un grand écran...

Les parents sont encore plus mobilisés que leurs enfants, notamment dans les familles populaires où cette cérémonie marque souvent la fierté du premier membre de la famille à obtenir un diplôme universitaire. C'est le cas de l'Université du *Maryland Eastern Shore*, dirigée par une femme qui a été dans ce cas et comprend les étudiants et les familles. Cette raison a même poussé l'année dernière la *Montclair State University* à organiser une cérémonie « physique », malgré la protestation de 120 membres de son personnel.

Emma Stange, l'une des organisatrices de la cérémonie alternative de Tampa, conclut l'article du *NY-Times* : « le fait de ne pas célébrer cette clôture qui te conduit vers la prochaine étape de ta vie laisse un goût ouvert, suspendu ».

Quand on sait que la plupart de ces jeunes, surtout ceux des familles populaires, ont été lourdement endettés pour accomplir ce parcours de la connaissance et arriver à son point culminant, le diplôme, et quand on sait que, pour éponger ces dettes ils devront travailler très dur et pendant très longtemps, on comprend pourquoi ils tiennent à leur cérémonie qu'aucun événement en ligne ne remplacera.

<https://urlz.fr/fGoB>



L'économie reprend, mais l'emploi marque le pas et les femmes sont toujours en quête d'état social

Le bien nommé *stimulus package* voté par le Congrès fin mars 2021, qui vise à accorder 1,9 trillion de \$ pour soulager l'économie états-unienne frappée par la pandémie a fait son effet au tout début. Mais les statistiques de l'emploi pour le mois d'avril, qui viennent de tomber en ce début mai, montrent que la reprise n'est pas aussi rapide que prévu et que les employeurs n'avaient en fait recruté que le quart de personnes prévues par les statistiques de plusieurs économistes.

Le *NYTimes*, dans une section appelée « soumis au débat » publiée chaque mois, présente le débat de l'emploi selon plusieurs points de vue. Sans surprise, les adversaires du *package*, c'est-à-dire les économistes néolibéraux, les Républicains qui n'étaient pas favorables au moment du vote au Congrès, et beaucoup d'employeurs, pensent que le montant des allocations est trop important et n'incite pas les gens à travailler.

Certes, avant la pandémie, dans un pays où l'état social est très faible voire inexistant, les chômeurs ne touchaient que 387\$/semaine, ce qui est scandaleux et a été augmenté suite aux allocations pandémie (au début + 600\$, à partir de décembre 2020 + 300\$). Mais aujourd'hui, les gens sont vaccinés. La pandémie leur a permis de rester à la maison et de réfléchir : cela vaut-il vraiment la peine de retourner à leur ancien travail pour être payé des miettes, quand leurs allocations, tant qu'elles durent, leur procurent 17\$/heure, 2\$ de plus que la revendication d'un salaire minimum fédéral de 15\$, objet des luttes syndicales notamment de *Fight for 15* ?

L'idée de faire le bilan de son ancien emploi et de devenir plus exigeant quant à la rémunération et les conditions de travail, voire au métier qu'on veut exercer, est une bonne chose : selon le *Pew Research Center*, cité dans un article du *Washington Post* du 7.05.2021, 66% des personnes qui se sont retrouvées sans emploi suite à la pandémie réfléchissent sérieusement aujourd'hui à changer de travail. C'est un pourcentage bien plus important que lors de la Grande récession !

La motivation principale est la rémunération. Laissons les employeurs se plaindre qu'ils ne trouvent pas à embaucher : dans des secteurs où on payait 1\$/l'heure (hôtellerie-restauration), ce n'est pas étonnant de ne plus trouver grand-monde. Quant aux secteurs qui ont augmenté les salaires, comme la logistique (26\$/heure parfois), les conditions sont si mauvaises qu'on peut comprendre les travailleurs qui réfléchissent deux fois avant d'y aller. Sans compter les personnes qui ont profité de l'occasion pour prendre leur retraite, trouvant que leur métier était trop pénible et qu'il fallait profiter de la vie.

Mais les statistiques montrent que l'emploi marque le pas aussi pour une raison négative, qui demande reconsidération de la part des pouvoirs publics et des employeurs. C'est ce qu'on appelle « la session elle » (*the she-session*), découlant des données par genre : en avril, le nombre de femmes qui ont un emploi ou en cherchent activement un a drastiquement décru (- 64.000). Mauvais signe.

Selon le *NYTimes*, la raison est simple : la faiblesse de l'état social dans les domaines de l'enfance, des congés pour garde d'enfant ou maternité, et l'incertitude concernant l'école. Comme beaucoup de parents hésitent à envoyer leurs enfants à l'école considérant que ce n'est pas (encore) un lieu sûr, il faut que quelqu'un s'occupe des enfants à la maison. Cette incertitude concernant les enfants empêche les femmes de retourner sereinement au travail. La pandémie n'a pas changé les mentalités...

Dans un article du site d'information *The 19th*, on apprend que, depuis le début de la pandémie, 2 millions de femmes sont sorties de la « force du travail » et ont du mal à retourner à l'emploi. Elles ne sont pas à blâmer, elles ne « retardent pas la reprise » comme certains prétendent. Lauren Bauer, chercheuse en économie à la *Brookings Institution*, remet les choses en place : « les enfants ne sont pas vaccinés ; il n'y a pas assez de structures de garde d'enfants ; les enfants pourront-ils aller en colonie ? Que vont faire

les parents de leurs enfants pendant l'été ? Sera-t-il possible de commencer à travailler à nouveau maintenant, tout de suite, sachant que l'école, sous n'importe quelle forme, sera bientôt finie ? ».

Les femmes de couleur sont le groupe de femmes le plus défavorisé. Même si elles sont pour la plupart le principal pourvoyeur de moyens financiers de leur foyer (surtout en cas de familles monoparentales), même si elles ont des emplois de « première ligne », elles sont encore nombreuses hors de l'emploi, à cause du manque de solutions pour leurs enfants.

Depuis le début de la pandémie, le secteur des soins à l'enfance a été réduit de 15%. Déjà faibles, les structures publiques se sont davantage affaiblies. Et ces travailleuses n'ont sûrement pas les moyens de confier leurs enfants au privé. Comme le dit Kate Bahn, directrice de la politique de l'emploi au *Washington Center for Equitable Growth*, « la crise a mis l'accent sur le soin en tant que colonne vertébrale de l'économie. Nous ne pouvons pas nous engager dans d'autres activités économiques avant d'être sûrs que nous-mêmes et nos familles recevons les soins dont nous avons besoin ».

Une autre explication sont les métiers féminisés frappés par la crise pandémique : dans l'hôtellerie, la moitié des emplois a été perdue, ce qui a accéléré la perte d'emplois féminins. Heureusement, un espoir commence à poindre son nez pour inverser cette « récession au féminin » : les secteurs de l'éducation et du travail social, ainsi que de la petite enfance, recommencent à montrer certains gains d'emplois. « Le fardeau pandémique n'a pas encore été levé des épaules des travailleurs », conclut une économiste. On pourrait ajouter : « surtout des travailleuses » !

L'analyse du Washington Post :

<https://urlz.fr/fGoG>

L'article de *The 19th* :

<https://urlz.fr/fGoH>



Grèce

Pendant qu'on prépare des « petites récompenses » pour les personnes vaccinées, on détruit la réglementation du travail

Le *Journal des rédacteurs* du 13.05.2021 analyse point par point la nouvelle législation du travail qui se met en place en ce moment, pendant que la pandémie est toujours active dans des grandes villes (la capitale et sa région, Thessalonique...) et que le gouvernement a tergiversé une semaine promettant des « petits fromages » (terme familier pour « petites récompenses ») aux personnes vaccinées, et se rétractant tout de suite après face aux interrogations et protestations.

Le lundi 17 mai, c'est la « grande première » non pour les travailleurs, mais pour l'ouverture en fanfare de la saison touristique, mise en sommeil depuis la fin de l'été pour cause de pandémie. Espérant faire cesser un peu la polémique sur le « bétonnage » de l'Acropole (soi-disant pour construire une rampe facilitant l'accès des personnes en situation de handicap), le gouvernement veut faire bonne figure en promettant des services touristiques de qualité. Mais à côté, il détruit ce qui restait de régulations du travail, en en libéralisant d'abord la durée.

En Grèce, la référence n'est pas hebdomadaire mais journalière : « la journée de 8 heures » est une expression symbolique désignant une stabilité tant pour le temps de travail que pour la rémunération. La pandémie a montré que les travailleurs ont besoin de temps et de conditions de travail plus humaines, mais c'est le contraire qui se met en place : sous prétexte de leur « faciliter la vie », surtout celle des parents qui veulent passer plus de temps avec leurs enfants, la journée de 8 heures est abolie. On pourra travailler 10 heures en principe : ce sera « le libre choix du travailleur » qui signera un accord individuel avec son employeur.

Et les conventions collectives, déjà dévitalisées par le passé ? Et les syndicats ? Inutiles. Si quelqu'un veut conclure un accord sur son temps de travail et que cet accord n'est pas couvert par la convention collective, il n'aura pas la possibilité de se faire assister par un délégué syndical. Même la Confédération générale des travailleurs grecs (ΓΣΕΕ, qui regroupe tous les syndicats du privé) ne pourra jouer le rôle de conseil juridique. Les travailleurs sont à la merci des employeurs et de leurs conseils juridiques. On sait bien ce que cela donne, surtout dans un pays où les tribunaux fonctionnent assez mal et croulent aujourd'hui sous les litiges suite à la pandémie qui a perturbé un marché du travail déjà mal en point.

Le serpent de mer de la grève revient : il faudra 30% ou plus de personnel assurant le service minimum dans de nombreux secteurs et entreprises publiques ; les organisations syndicales devront s'inscrire dans un registre électronique et y déposer leurs statuts et même déclarer le nombre de leurs adhérents ! C'est une condition sine qua non pour avoir... le droit de déposer un préavis de grève ou de participer à des négociations collectives. Surveillance étroite et porte ouverte à une dé-crédibilisation des syndicats qui



passeront aux yeux des travailleurs pour des institutions contrôlées par l'État. Le syndicalisme grec, divisé et dévitalisé malgré quelques organisations de lutte dans certains secteurs, n'avait vraiment pas besoin de cela...

Une longue liste de secteurs qui pourront désormais travailler le dimanche (ce qui signifie ne pas payer plus leur personnel) est fournie. Elle comprend entre autres les entreprises de production de béton armé (mises au même plan que celles de distribution de matériel et produits médicaux et pharmaceutiques...) ou les services d'assistance clientèle. Comme si les clients ne pouvaient pas attendre lundi pour poser leurs questions...

Pour faire passer la pilule de l'augmentation du temps de travail et des heures supplémentaires (150/an au lieu d'un maximum de 120/an), ainsi que du plafonnement des indemnités de licenciement (on se

rappelle qu'en France une telle mesure avait été jugée par les tribunaux comme non conforme au droit européen...), on promet 14 jours de congé de paternité (qui n'existaient pas avant) et la possibilité d'horaires flexibles pour les parents ou les personnes qui s'occupent de proches handicapés ou malades. On promet aussi un droit à la déconnexion, ainsi que la ratification de la convention n°190 de l'OIT contre les violences sexistes et sexuelles au travail.

Le *Journal des rédacteurs* souligne qu'il est quasi impossible, si on n'est pas spécialiste du droit du travail, de parcourir, déchiffrer et décrypter la nouvelle législation, car elle fait 130 pages et contient 125 articles complexes et disparates, dont certains pourraient faire l'objet de lois séparées. Mais il est bien connu qu'un texte long, fourre-tout et compliqué décourage les lectures critiques et rend quasi impossible la compréhension par les principaux intéressés, les travailleurs dont il prétend améliorer la vie.

L'histoire des « petits fromages » est insignifiante et pourrait passer inaperçue face à un tel bouleversement du monde du travail, d'autant plus qu'avec l'ouverture du tourisme, les très nombreux saisonniers qui y travaillent sont dans l'insécurité la plus totale. Mais elle nous rappelle qu'en plein confinement le premier ministre qui aurait dû montrer l'exemple s'est illustré avec un « repas amical » sur l'île d'Ikaria (cf. *Fenêtre* n°16) et qu'au début de la campagne de vaccination ses « amis » politiques ont resquillé pour se faire vacciner en priorité, avant même les soignants (cf. *Fenêtre* n°14). Les patriciens et les plébéiens.

Entraînez vos traducteurs, ils liront avec profit plusieurs articles :

L'analyse de la nouvelle législation du travail :

https://www.efsyn.gr/oikonomia/elliniki-oikonomia/293705_pollaplo-pligma-stin-kardia-ton-syndikaton-ologasiako

L'interview, dans l'hebdomadaire *Epochi* du 9.05.2021, du conseiller juridique du Centre de travail de Pella (Macédoine) sur la situation du mouvement syndical grec aujourd'hui, qui il n'a pas pu comptabiliser positivement les actions de protection des travailleurs pendant les confinements, et doit affronter les nouvelles règles du « marché du travail », profondément antisyndicales et nuisibles aux travailleurs :

<https://www.epohi.gr/article/38752/themhs-ahtsiogloy-para-tis-astohies-ta-syndikata-paramenoyn-h-dynamh-ton-ergazomenon>

Les « petits fromages » :

<https://www.efsyn.gr/node/292924>

Inde

Le désastre COVID est un crime contre l'humanité

L'écrivaine indienne bien connue Arundhati Roy n'a pas sa langue dans sa poche quand il s'agit de décrire la situation de son pays et de fustiger les responsables, en grande partie les nationalistes du gouvernement Modi et leurs alliés. Même si elle se définit comme une femme de lettres et non comme une militante politique ou syndicale (cf. *Fenêtre* n°8), son regard éclairé et courageux contribue à la réflexion sur un possible changement.

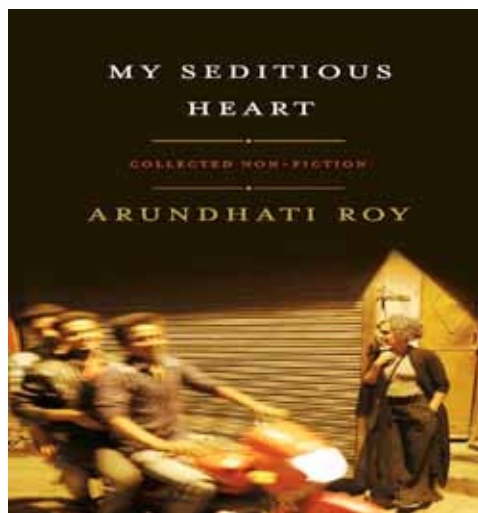
Dans une longue tribune publiée dans le *Guardian* du 28.04.2021, citée aussi dans un dossier sur le désastre indien publié par *La Croix* du 4.05.2021, commence fort : « il est difficile de concevoir toute la profondeur et la gamme du traumatisme, le chaos et l'indignité que subissent les gens. Pendant ce temps, Modi et ses alliés nous disent de ne pas nous plaindre ».

Rappelant les appels à la haine de Modi et de ses amis hindous, notamment contre les musulmans, ainsi que les lois discriminatoires, voire racistes, sur la citoyenneté indienne (le *Citizenship Amendment Act* de 2019), elle ironise tragiquement sur les cimetières musulmans et les crématoriums hindous qui

fonctionnent maintenant au-delà de leur capacité pour rendre service aux populations et honorer leurs morts. Dans le chaos, on ne compte plus qui est musulman et qui est hindou, tous sont soumis à la menace de mourir par la COVID19.

Par la COVID19 ? C'est inexact, si l'on suit le fil de cette émouvante tribune. Modi s'est enorgueilli au Forum économique mondial que l'Inde avait vaincu le coronavirus et « sauvé l'humanité ». La deuxième vague, prévisible s'il avait pris la peine d'écouter les scientifiques, le prend au dépourvu et remet en cause cette image de l'Inde puissance économique mondiale. Cette image a été créée à grands coups de privatisations, de lois contre les paysans et contre les travailleurs, comme le dénoncent sans cesse les syndicats de la confédération CITU (*Centre of Indian Trade Unions*, cf. *Fenêtres* n°8, n°15 et n°18).

« L'oxygène est la nouvelle monnaie dans le nouveau *stock exchange* morbide de l'Inde », dit Arundhati Roy. Le marché noir explose. Mais peut-on blâmer les gens de se fournir au marché noir, quand il n'y a aucune politique publique qui organise la distribution de cette substance vitale ? Tout est devenu marché au milieu de la pandémie ravageuse, et les gens vendent tout ce qu'ils ont pour sauver leur vie et celle de leurs proches, par exemple pour une place dans un hôpital privé. « Cela peut faire revenir les familles plusieurs générations en arrière », déplore-t-elle. Déclasser une certaine frange d'une « classe moyenne » qui commençait juste à vivre bien, sans privations.



L'écrivaine raconte l'histoire d'un de ses amis (qu'elle ne nomme pas), dont le père, souffrant d'une grave maladie psychiatrique, était positif à la COVID19, comme les deux autres membres de la famille. La mère a eu la « chance » d'être hospitalisée ; le fils s'est vu refuser une place pour son père en psychiatrie, à cause de sa positivité. Le père est mort d'une attaque cérébrale due à sa maladie, non de la COVID19 : il aurait pu être sauvé.

La crémation rituelle a été possible grâce à l'auto-organisation citoyenne menée par deux défenseurs des libertés civiques, qui ont constitué des réseaux de volontaires pour aider leurs concitoyens en l'absence de toute politique publique : trouver des ambulances, organiser des funérailles et des crémations, distribuer de la nourriture etc. Ces militants mettent en danger leur propre vie. « Dans cette vague pandémique, ce sont les jeunes qui tombent, qui remplissent les services de réanimation. Quand les jeunes meurent, les plus âgés parmi nous perdent un peu de leur volonté de vivre », s'attriste Arundhati Roy.

Le chaos mortel est dû en grande partie aux rivalités entre les états, à l'absence de politique fédérale et à des jeux politiques inqualifiables au milieu du désastre. Deux grands hôpitaux de Delhi ont diffusé des SOS pour remplir leurs appareils d'oxygène (finalement, 20 patients sont morts). Mais deux jours plus tard, leurs directions ont communiqué que ces morts ne pouvaient pas être imputés à ce manque. Et un haut responsable de la Cour suprême de Delhi a menti sans vergogne, assurant que personne n'était resté sans oxygène. Il a prononcé la phrase reprise maintes fois par Arundhati Roy dans sa tribune, qui montre la distance qui sépare ces officiels de la réalité : « essayons de ne pas être des bébés qui pleurent ».

En Uttar Pradesh, le premier ministre a menacé d'emprisonnement toute personne qui oserait dire publiquement que l'oxygène manquait. Il a maintenu emprisonné un journaliste musulman qui investiguait le viol collectif et la mort d'une jeune Dalit (membre de la caste des intouchables), malgré ses graves symptômes de COVID19 qui nécessitaient une hospitalisation urgente. Et quand enfin le patient a été transféré à l'hôpital, sa femme a dit qu'on le gardait enchaîné à son lit...

Comme si le désastre était irréel et invisible, les nationalistes au pouvoir, et leurs amis d'extrême-droite fascisante, stigmatisent les « forces anti-indiennes », c'est-à-dire critiques.

Arundhati Roy s'inquiète des campagnes et des travailleurs des villes qui y retournent au milieu de la pandémie, au risque de répandre la contamination (cf. *Fenêtre* n°20 pour la situation de ces travailleurs). Dans ces campagnes, le traitement d'autres maladies comme les diarrhées et la tuberculose étaient déjà difficiles par manque de moyens. On n'ose même pas imaginer ce qui se passera si la COVID19 s'y diffuse.

Le manque d'équipements d'oxygène était prévisible, un comité mis en place par... le gouvernement lui-même l'avait prédit dès avril 2020. Pourquoi même les plus grands hôpitaux de Delhi n'ont pas leurs propres unités de production d'oxygène ? Pourquoi le Fonds de soin, organisme placé auprès du Premier ministre, a-t-il été transformé en un Fonds national de secours, organisme qui gère l'argent public mais fonctionne comme un fonds financier et ne rend de comptes à personne ? Cet argent était censé servir à l'achat d'oxygène. « Modi possèdera-t-il des actions de notre provision d'air maintenant ? », ironise l'écrivaine.

Que devient l'économie indienne que Modi avait présentée comme florissante au Forum économique mondial ? Ce n'est pas la « santé » des entreprises de biotechnologies productrices de vaccins qui la détermine, mais les millions de travailleurs qui étaient précaires avant et plongent maintenant dans l'extrême pauvreté. Tous ces pauvres ne pourront pas payer pour le vaccin, qui est payant en Inde (c'est un comble pour le pays qui en est le premier producteur mondial).

Arundhati Roy dénonce ce que la confédération CITU avait déjà dénoncé dès la mi-avril : une campagne de vaccination source de profit pour les entreprises privées (cf. *Fenêtre* n°20).

« Voilà ce qui arrive quand une pandémie frappe un pays avec un système public de santé qui n'existe pratiquement pas » : l'Inde n'investit que 1,25% de son PIB à la santé, et même moins si l'on tient compte du fait que dans ce pourcentage sont inclus des secteurs non directement liés à la santé et au soin. Il est plus probable que l'investissement soit 0,34% du PIB. 78% du système de santé en milieu urbain et 71% en milieu rural sont privatisés, et la corruption fait que les ressources du public sont constamment siphonnées par le privé. « Cette privatisation est un crime ».

Comme Arundhati Roy et ses amis, les Indiens s'organisent pour prendre des nouvelles quotidiennes les uns des autres, juste pour « répondre présent comme à l'école », mais sans savoir quand (ou si) ils pourront se revoir en vrai. « Nous ne savons pas quelle horreur ou humiliation nous attend ».

Certes, les Indiens ont élu Modi (tout comme les Brésiliens ont élu Bolsonaro et les États-Uniens avaient élu Trump), mais le hashtag *#ModiMustResign* se répand dans les réseaux sociaux. Les Indiens étaient assez naïfs pour croire à ses promesses de prospérité économique. Maintenant, ils récoltent le désastre sanitaire et la faillite des institutions démocratiques.

Arundhati Roy termine en soulignant que la pandémie qui frappe l'Inde est la même qui frappe le monde entier. C'est une question internationale qui ne se résoudra pas sans coopération. « L'Inde ne doit pas être isolée. Nous avons besoin d'aide ».

La tribune du *Guardian* :

<https://www.theguardian.com/news/2021/apr/28/crime-against-humanity-arundhati-roy-india-covid-catastrophe>

Le dossier de *La Croix* :

<https://www.la-croix.com/JournalV2/LInde-detresse-face-penuries-doxygene-2021-05-04-1101153947>

Entre inquiétude, pleurs pour les victimes et combativité : réactions syndicales

La CITU, avec la plateforme syndicale des fédérations indépendantes, a publié un communiqué alarmant sur la gestion de la pandémie. Une lettre a été adressée au premier ministre. Les syndicats n'ont pas des mots assez forts pour dénoncer qu'au milieu du désastre le ministre des finances fédéral s'est félicité publiquement du succès de son programme de privatisations grâce auquel prétendument la crise économique générée par la pandémie a été surmontée (!).

Les syndicats soulignent que, comme toujours, c'est le secteur public qui a accouru au secours de la nation dans la situation critique actuelle : les aciéries produisent des machines à oxygène ; le chemin de fer public achemine l'oxygène ; le gouvernement doit absolument les renforcer au lieu de se vanter des privatisations.

Les syndicats demandent aussi que toute mesure gouvernementale de restriction comme les confinements ou les couvre-feux s'accompagne d'instructions strictes aux employeurs afin qu'ils ne procèdent pas à des coupes budgétaires ou salariales, et aux propriétaires de logements pour éviter les expulsions. Toute famille non imposable doit recevoir 7.500 roupies/mois (85€). 10 kg de nourriture gratuite doivent être distribués tous les mois à tous pendant six mois. Les hôpitaux gouvernementaux doivent s'engager à soigner les patients non COVID.

Les autres demandes syndicales n'ont pas varié depuis des mois : supprimer les lois anti-travailleurs et anti-paysans, ainsi que les lois sur l'électricité. Avoir une véritable politique publique de vaccination et ne pas la privatiser (cf. *Fenêtre* n°20). Protéger les travailleurs de première ligne et tous les travailleurs exposés en leur fournissant les équipements nécessaires.

Les syndicats demandent à leurs responsables et à leurs adhérents de respecter de façon stricte toutes les règles sanitaires pour se protéger et protéger leurs camarades, collègues et familles. C'est dans le respect de ces règles qu'ils ont appelé à fêter le Premier mai.



Les syndicalistes ne sont pas des irresponsables, mais comptent rendre visibles leurs luttes en ce Premier mai qui revêt cette année une grande importance pour l'Inde au bord du désastre. Les images des célébrations le montrent : port du masque et distanciation, mais manifestation, dépôt de gerbes et traditionnelle levée du drapeau rouge. Lutte sur deux terrains indissociables : faire respecter les droits des travailleurs et s'engager pour vaincre la pandémie meurtrière.

Pendant ce temps, la CITU pleure ses morts...

<http://www.citucentre.org/>

La lettre au premier ministre :

<https://urlz.fr/fGps>

Les travailleurs qui fabriquent les vaccins doivent être vaccinés en priorité

La CITU publie le 13.05.2021 sur sa page Facebook un communiqué de presse dont le titre nous laisse songeurs : pourquoi ceux qui sont en première ligne de fabrication de ces sérums, biens les plus précieux dans une Inde où le coronavirus galope de manière quasi incontrôlable, ne sont pas les premiers à être protégés de la COVID19 ? Qui aurait pu penser que cette protection ne constituerait pas le tout premier souci des autorités du pays ? Pourquoi a-t-on besoin que les syndicats s'en mêlent pour demander que « les travailleurs qui fabriquent les vaccins soient déclarés travailleurs de première ligne et vaccinés en priorité » ?

Le communiqué de la CITU nous apprend d'abord que, comme le vaccin n'est pas gratuit en Inde, le taux de vaccination demeure bas : 25% de la population. La CITU demande instamment une accélération de la production, c'est pourquoi toutes les personnes impliquées dans la chaîne de fabrication doivent être opérationnelles à 100%.

Ce n'est malheureusement pas le cas : l'entreprise Bharat Biotech, qui fabrique le vaccin indien Covaxin, a ralenti sa production, après que 50 de ses employés ont été testés positifs et arrêtés. Après des pressions de toute part, notamment syndicales, trois entreprises publiques ont eu l'autorisation de produire ce vaccin pour pallier le manque.

Covaxin est un vaccin à base de virus inactivé : sa production nécessite le plus haut niveau de sécurité, d'où la revendication de protéger l'ensemble des personnes impliquées dans sa production, sans aucune discrimination.

Or ce n'est pas encore le cas. Selon la CITU, le personnel de recherche est considéré comme relevant de la « première ligne » et vacciné, tandis que celui de la fabrication ne l'est pas. La CITU exige du ministère de la santé d'inclure tout de suite ce personnel dans la catégorie de « première ligne » pour qu'il soit vacciné. Il faut aussi que ce personnel ait une protection sociale et de santé, ainsi qu'une couverture de risque adéquate. C'est une condition *sine qua non* pour l'accélération et la massification de la production.

Bien évidemment, c'est inacceptable que la vaccination soit payante, à plus forte raison que des entreprises publiques sont maintenant dans la boucle de sa fabrication. « Vaccination universelle et gratuite » : revendication de première nécessité !

<https://www.facebook.com/CITUHQ/posts/3998418256910014>

Israël

Les migrants et les demandeurs d'asile sont en détresse

Selon *Haaretz* du 5.05.2021, Mesila, un centre d'information et d'aide aux travailleurs migrants et réfugiés à Tel Aviv, croule sous les demandes d'aide qui ont plus que doublé. La pandémie a eu des conséquences dramatiques sur ces catégories de travailleurs qui ont perdu leur emploi. Mais contrairement aux autres travailleurs, ils ne sont pas éligibles aux aides gouvernementales. Une enquête menée par le ministère de la santé et la municipalité de Tel Aviv a montré que 85% des demandeurs d'asile dans la ville souffrent d'insécurité alimentaire et la moitié d'entre eux de véritable famine.

Ces travailleurs se sont retrouvés sans rien quand les restaurants, cafés et hôtels qui les emploient d'habitude ont fermé à cause des confinements. Le centre Mesila a distribué depuis un an 12.305 coupons d'alimentation, 4.357 colis alimentaires et 3.083 paquets de couches. D'autres demandes concernent les loyers et les soins de santé. Mesila reçoit des mères seules qui ne peuvent pas payer le loyer suite à leur licenciement et risquent de se retrouver à la rue avec leurs enfants. Il ne peut apporter qu'une aide ponctuelle qui ne résout pas le problème de l'accès aux aides régulières dont bénéficient les autres travailleurs.

Les enfants des réfugiés ont particulièrement souffert lors des confinements : 26% d'augmentation des violences parentales, de nombreux cas de négligence, mais surtout une extrême pauvreté. Comme presque les deux tiers des femmes aidées par Mesila sont des mères seules, le centre a constaté 29% d'augmentation des violences contre celles-ci. De nombreux parents souffrent de troubles psychologiques suite à leur situation.

Maintenant, Tel Aviv s'ouvre à nouveau, les gens sont vaccinés et les travailleurs retournent au travail. Cependant, les migrants et réfugiés n'en font pas partie et la municipalité craint une crise durable. Mesila ne dit pas autre chose : « cette communauté, surtout les demandeurs d'asile, travaillent dans des secteurs qui ont presque entièrement fermé pendant l'année. Ils ne sont pas éligibles aux subventions quand ils sont mis à pied sans solde et sans aucune aide. Cela a créé une crise humanitaire aiguë », déplore son directeur. Même si ces travailleurs vivent au jour le jour, « quand ils ont du travail, ils survivent ».

Cela s'appelle une « tautologie » : oui, quand ils ont du travail ils sont payés et ont de quoi s'acheter à manger et nourrir leur famille. La question est comment venir à bout de la crise créée non par la pandémie, mais par le système injuste de leur exclusion des aides sociales dont bénéficient les autres travailleurs.

Est-ce trop demander dans un État qui non seulement exploite ces travailleurs (et fait de même pour les travailleurs agricoles, eux aussi étrangers, cf. *Fenêtre* n°6), mais pratique un apartheid pour ses propres citoyens arabes ? Vacciner sa population et s'enorgueillir n'efface pas d'un trait la misère et la famine. Israël est-il trop occupé à faire la guerre contre Gaza en ce moment pour ne pas avoir le temps de s'occuper des problèmes sociaux ?

<https://urlz.fr/fGpy>



Italie

Travailleurs indiens journaliers = variant indien du coronavirus ?

L'édition du 1.05.2021 du quotidien *Il Manifesto*, consacrée à la « fête du non-travail », c'est-à-dire aux conséquences néfastes de la pandémie sur le monde du travail en Italie, s'intéresse entre autres à cette importante communauté indienne qui vit dans la province de Latina, région Latium, tout le long de la *via Litoranea*, c'est-à-dire sur la côte, à une centaine de kilomètres de Rome. L'épicentre de cette communauté est la commune de Sabaudia, station balnéaire de 25.000 habitants, au cœur de la région de l'Agro Pontino, où travaillent ces Indiens comme manœuvres notamment dans l'agriculture.

Cette station balnéaire, bâtie en 1934, a été destinée par le régime fasciste aux Romains, d'où de nombreuses résidences touristiques en activité jusqu'au milieu des années 1980. Mais peu à peu les touristes sont partis, et les travailleurs les ont remplacés comme occupants des appartements de ces résidences.

Bella Farnia Maria est l'une d'entre elles, déclarée « zone rouge » pour la COVID19, comme ses alentours. Depuis le début de la pandémie, des syndicats et organisations, notamment la CGIL, ont alerté les autorités sur les conditions de vie et de travail des Indiens qui y habitent en famille. Mais rien n'a été fait... jusqu'à l'émergence du variant indien.

Communauté indienne égale variant indien. C'est donc en ce début mai 2021 qu'on a commencé à s'occuper des travailleurs indiens de *Bella Farnia* et de la région, en les testant systématiquement. Dans la seule journée du 30 avril, 87 cas positifs. Pourquoi ne pas avoir commencé il y a des mois ? Que vont devenir ces cas ?

Bien qu'aucun cas de variant indien ne soit détecté parmi les positifs, il faut les mettre en quarantaine à Sabaudia, dans des structures ad hoc. Mais la quarantaine est individuelle, les familles restent à *Bella Farnia*. Comment feront-elles pour vivre, quand déjà leur état de pauvreté voire de misère est extrême ? Elles ne peuvent même pas compter sur leurs « leaders communautaires », trop préoccupés à faire des déclarations dans les médias.

La question, comme le souligne *Il Manifesto*, n'est pas uniquement sanitaire, mais davantage économique et sociale. Ces travailleurs n'ont pas d'économies et ne peuvent pas se permettre d'arrêter de travailler pour se mettre en quarantaine. S'ils le font, ils doivent trouver de quoi survivre pendant ce temps, en risquant de tomber victimes d'arnaques ou de chantages, pratiques courantes des filières de crédit illégales qui sévissent dans ces milieux. Pour les enfants scolarisés, ce sera une catastrophe : assignés à résidence à *Bella Farnia* ou ailleurs, ils ne pourront surtout pas suivre les cours, faute d'équipement informatique et de connexion internet.

En fait, cette gestion au jour le jour de la pandémie chez ces communautés de travailleurs précaires dont la survie économique ne tient qu'à un fil les a marginalisés davantage. Les syndicats s'en préoccupent et font ce qu'ils peuvent notamment pour régulariser ces migrants travailleurs agricoles (cf. *Fenêtres* n°2 et n°7). Mais ces travailleurs hésitent à se syndiquer.

Le variant indien a obligé les autorités à réagir. Mais sans mesures sociales d'accompagnement, le système de traçage et d'isolement risque de détruire ceux qu'il est censé protéger.

<https://urlz.fr/fGpW>

Faire face à l'urgence psychosociale en temps de pandémie, à Milan et ailleurs

L'Italie a une tradition dans le traitement de la santé mentale hors des asiles psychiatriques qu'une loi, dite « loi 180 » a aboli en 1999. Aujourd'hui, sous l'effet des confinements et de toutes les restrictions de circulation imposées comme mesures de protection contre la COVID19, la santé mentale devient un enjeu aussi crucial que la reprise de l'économie, en Italie comme ailleurs. C'est à cette nécessité qu'a répondu, dès le début du premier confinement, la création, à Milan, de la *Brigata Basaglia*, association qui porte le nom de Franco Basaglia (1924-1980), psychiatre italien humaniste, pionnier de la « psychiatrie démocratique » et cheville ouvrière de la « loi 180 ».

L'objectif de l'association a été dès le début de pallier les carences de la prise en charge de la détresse sociale et psychologique accentuée par l'urgence sanitaire. Elle a une démarche « politique » dans le sens où elle veut que la question psychologique soit une affaire de la cité, non seulement des psychologues et en général des spécialistes du soin, même si elle compte parmi ses membres plusieurs de ces professionnels.

Le quotidien *Il Manifesto* relate son travail dans un article publié le 5.05.2021. Gianpaolo, un psychologue membre de l'association, déplore qu'en Italie l'assistance psychologique soit pour la plupart privatisée, donc coûteuse et inabordable pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Quand les gens sont confinés et ramenés à leur « sens de responsabilité individuelle » pour se protéger de la contamination, la question psychologique est individualisée, ce qui accentue la détresse. La *Brigata Basaglia* pense au contraire que « l'isolement social et la peur de la contagion ont fait ressortir de façon plus évidente plusieurs fragilités de l'individu dans la société capitaliste », ce qui s'ajoute bien sûr à la précarité économique et à la perte des relations sociales pour cause de « distanciation ».

Le travail de la *Brigata Basaglia* a été d'abord basé sur l'écoute : quand le premier confinement a commencé, une ligne téléphonique a été mise en place pour soulager et éventuellement orienter les personnes vers une prise en charge psychologique gratuite de quatre séances. Comme les membres de l'association viennent d'horizons divers, cela a aidé à mieux comprendre les besoins des appelants : « ce n'est pas seulement la clinique qui soigne », disent-ils, prônant une approche globale et résolument collective.

Cependant, l'action bénévole associative a ses limites, quand les services publics ne suivent pas : à Milan, la situation est critique, plusieurs personnes se retrouvent sans aide de la part des institutions, en situation de pauvreté et de précarité extrêmes. Les services sont débordés ; le privé prend alors le relais, et les



quatre séances gratuites sont insuffisantes pour venir à bout des besoins. Du coup, les personnes abandonnent, même si l'association cherche à leur proposer des solutions à des prix modiques. Gianpaolo déplore que l'insuffisance des services publics due aux politiques d'austérité ne permet pas de travailler sur la prévention.

La protection de personnes qui sont aujourd'hui en danger, suite à l'isolement, la stigmatisation et l'exclusion sociale aggravés par la pandémie, est très difficile quand elle est basée en grande partie sur le dévouement de professionnels militants et de structures associatives. La *Brigata Basaglia* tente de créer un réseau d'associations et de collectifs pour réinsérer ces personnes et sensibiliser sur la complexité de la santé mentale. C'est pourquoi elle collabore avec l'Université Bicocca de Milan pour une série de séminaires, organise des formations et est active sur les réseaux sociaux.

Ce travail admirable ne pourra seul résoudre les problèmes. Les membres de la *Brigata Basaglia* le savent bien. C'est une question de volonté politique. Le nord de l'Italie est une région riche, Milan n'est pas une ville pauvre du Mezzogiorno : la pandémie a mis en lumière les carences des services publics qu'il est urgent de reconstruire.

<https://urlz.fr/fGqc>



Népal

Les ascensions de l'Everest se poursuivent, malgré les contaminations

On ne stoppe pas le tourisme, surtout pas un secteur aussi lucratif pour le Népal que l'alpinisme. L'Himalaya, surtout l'ascension du Mont Everest, est très couru et fait venir dans ce petit pays de haute montagne des personnes du monde entier, suffisamment fortunées pour entreprendre cette expédition. Cela fait vivre la communauté des Sherpas, embauchés comme guides professionnels par les alpinistes. C'est une « industrie » vitale pour le pays. Cette année, 408 autorisations ont été délivrées pour l'Everest, leur nombre est le plus élevé depuis que ce système a commencé en 1958. Des millions de dollars de revenus pour le pays.

L'année dernière le Népal a été obligé d'interrompre ces expéditions et d'interdire l'accès à l'Everest. Les vols internationaux étaient annulés, les frontières fermées, les contaminations circonscrites. Mais une année c'est déjà trop pour le ministère du tourisme, qui a autorisé cette année l'accès sans conditions aux sommets. Et, sans surprise, provoqué une flambée de contaminations.

Dans un article publié dans la « Lettre coronavirus » du *NYTimes* du 5.05.2021, Bhadra Sharma explique comment cela est arrivé. En avril, des alpinistes ont voulu faire quand même l'ascension de l'Everest, même s'ils avaient été testés positifs à Katmandou quelques jours auparavant, et même en présentant des symptômes de la COVID19. Ils ont contaminé les autres, y compris les Sherpas, et ont dû être évacués par hélicoptère pour être soignés à Katmandou. Les camps de base sont plus ou moins devenus des foyers de contamination...

Mais les guides vivent des expéditions. Pas question pour eux d'y renoncer, même en étant avertis par les médecins que leur travail en haute altitude où l'oxygène est rare les rend vulnérables au coronavirus. Contaminés, des centaines de Sherpas et alpinistes qui ne sont pas évacués (pas des cas graves) sont isolés dans leurs tentes aux camps de base dans des conditions difficiles, tout en préparant leur prochaine expédition.

Renoncer à un secteur aussi lucratif ou le limiter, même temporairement, n'est pas le choix des autorités népalaises, qui sont à la limite du négationnisme pour ne pas dissuader les étrangers : « pas de cas de corona, seulement quelques pneumonies », déclare un responsable du ministère du tourisme. Mais début mai il y avait 7.500 cas positifs par jour, tandis qu'en mars seulement une centaine. Et l'Inde où la situation est la pire possible se trouve de l'autre côté de la frontière...

Vaccination ? Au ralenti, presque à l'arrêt, victime sûrement de l'arrêt des exportations indiennes. Et de toute façon les Sherpas ne sont pas inclus dans les catégories prioritaires. Comme il n'y a pas assez de vaccins, on vaccine d'abord les soignants, les personnes âgées et... les employés gouvernementaux. Les Sherpas sont à leur compte. Mais les vacciner leur permettrait de pratiquer leur activité, seule source de leurs revenus, dans des conditions plus sûres. Cela rendrait aussi les expéditions plus sûres, et encouragerait la venue des alpinistes étrangers. Mais le gouvernement raisonne à courte vue, laissant ces professionnels sans protection.

Les intéressés sont partagés entre crainte et besoin de travailler pour vivre, d'autant plus qu'ils n'ont pas eu de revenus pendant un an (on n'a aucune preuve qu'ils ont été indemnisés par le gouvernement). L'un d'entre eux, cité par le *NYTimes*, est catastrophé à l'idée que les expéditions pourraient ne pas avoir lieu cette année. Mais a renoncé à en entreprendre une, quand il a entendu que les contaminations étaient à la hausse.

Certains alpinistes étrangers contaminés sont interdits d'Everest pour l'année. Ils ne peuvent pas partir du Népal, à cause de l'arrêt des vols internationaux dû au confinement. Mais ils sont moins à plaindre que les habitants de Katmandou, qui manquent de soins de base, même s'ils sont testés positifs à la COVID19. Le contraste est saisissant : on évacue par hélicoptère et hospitalise tout de suite les étrangers qu'on a fait venir à cause de l'industrie himalayenne lucrative, mais on n'utilise pas cet argent pour mieux protéger la population locale. Il n'y a plus de lits dans les hôpitaux, mais il n'est pas question d'annuler les expéditions.

Ironie du sort, celui qui répond au téléphone au *NYTimes*, Rendra Singh Tamang, directeur général du département du tourisme, est isolé car testé positif au coronavirus. « L'Everest est un lieu isolé, il n'y a donc pas de risque de coronavirus », déclare-t-il. Les dizaines de personnes évacuées et les centaines en isolement dans les camps de base sont un démenti cinglant de cette déclaration. Le choix est fait : l'argent vaut mieux que la protection de la population.

<https://www.nytimes.com/live/2021/05/05/world/covid-vaccine-coronavirus-cases - mount-everest-covid>



Palestine/Israël

Gaza : soigner les malades de la COVID et les blessés des bombardements israéliens

La violence contre les Palestiniens, qui a commencé à Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, où les Palestiniens ont résisté aux militaires qui les expulsaient de leurs maisons pour y installer des colons, et s'est poursuivie à la mosquée Al-Aqsa avec des attaques par des extrémistes et la police, arrive à son paroxysme. Les habitants de Gaza sont sous les bombes israéliennes, comme pendant la guerre de 2014. Mais aujourd'hui, cette bande de terre étroite et bloquée fait face à la pandémie, qui y sévissait bien avant que les bombes arrivent. Les hôpitaux sont submergés de patients COVID. Leurs équipements, vétustes, sont au bord de la rupture, et leur personnel lutte dans des conditions d'horreur « qu'il est impossible de décrire », comme le dit à *Haaretz* un coordinateur du Croissant-Rouge.

Les difficultés des hôpitaux de Gaza ne sont pas nouvelles, la montée de la pandémie non plus (cf. *Fenêtres* n°19 et n°20). Un Gazaoui qui témoigne sous couvert d'anonymat car il ne veut pas voir son nom mentionné dans un journal israélien (article publié le 13.05.2021 par *Haaretz*), dit que le nombre des blessés augmente constamment, que les bombes tombent dans des endroits où vivent des civils, que la foule accourt vers les hôpitaux, mais qu'il n'y a pas assez de sang pour soigner les blessés qui en ont besoin. « Tout le monde est sous pression ».

L'ONG *Physicians for Human Rights*, qui a déjà initié des campagnes pour faire pression sur Israël concernant la vaccination des Palestiniens (cf. *Fenêtre* n°14) et s'est inquiétée des difficultés du système hospitalier de Gaza face à la COVID19, citée par *Haaretz*, rapporte que Gaza manque de spécialistes, non seulement de lits (taux d'occupation 100%). Tandis qu'Israël a vacciné aujourd'hui 60% de sa population, seuls 300.000 Palestiniens ont reçu le vaccin. Maintenant, avec les bombes, on en serait presque à oublier vaccins et pandémie...

Une délégation de *Physicians for Human Rights* a visité Gaza la semaine dernière. Parmi ses membres, le professeur Iyad Khamaysi de Haïfa constate la vétusté de l'équipement médical et le manque d'équipement jetable, ce dernier devenu crucial en temps de pandémie : « en Israël, nous jetons l'équipement après usage, mais à Gaza ils sont obligés de le réutiliser », avec tous les risques que cela peut engendrer. De plus, « le manque de fourniture régulière d'électricité dans la journée, parfois la coupure totale de courant, compromet la capacité à opérer ou à mettre sous assistance respiratoire ».

À cause de la guerre, « on ne peut pas mettre en place des unités COVID ; comme les hôpitaux sont pleins, je crains qu'ils mettent dehors ces patients pour soigner d'urgence les blessés. Mais même les soins COVID sont au bord de la rupture ». Par conséquent, les patients COVID graves meurent parfois à la maison, faute de soins hospitaliers...

La pandémie a rendu le blocus israélien encore plus strict, ce qui a conduit à un manque de médicaments et même de personnel médical.

Le Dr Mahmoud Said, psychologue clinicien spécialisé en stress post-traumatique, faisait aussi partie de la délégation à Gaza. Il a constaté le manque de spécialistes (médecins et infirmiers), mais dénoncé également les restrictions israéliennes qui entravent les coordinations (oui, elles existent) entre soignants des deux côtés et empêchent les formations : pour organiser une conférence ou une formation, il faut faire approuver par Israël la liste des médecins qui vont à Gaza, et souvent les autorisations sont refusées, selon le Dr Said. Dans sa spécialité, il constate que les habitants de Gaza sont de plus en plus nombreux à avoir besoin de soins y compris avec des médicaments (qui manquent), car leur vie ressemble à celle des prisonniers.

Et que dire des enfants ? Dans un témoignage publié par le *NYTimes* le 13.05.2021, Refaat Alareer, habitant de Gaza qui a publié un livre de nouvelles intitulé *Gaza Writes Back*, raconte comment sa

famille essaie de se protéger des bombes. L'une de ses filles, Linah, 8 ans, lui a demandé : « est-ce qu'ils vont détruire notre bâtiment maintenant que le courant est coupé ? ». Linah, écrit son père, a l'âge « de deux guerres ».

Le lendemain, c'était l'anniversaire d'une autre des filles, Amal, 6 ans. Elle n'a même pas demandé de gâteau ou de cadeau, elle était apeurée par le bruit des bombes et comprenait que « quelque chose » n'allait pas. Refaat et son épouse Nusayba ont voulu célébrer ce « jour d'espoir » dans Gaza sans espoir, pour « ne pas le laisser à Israël ». Amal a eu un petit gâteau et la promesse d'un plus grand « quand tout cela serait fini ».

Refaat constate que ses filles ont changé : il est de coutume à Gaza, quand on raconte le soir des histoires aux enfants pour dormir, que, lors de la question rituelle de fin de narration « l'histoire était-elle bien ou non ? », ceux-ci répondent « non ». Les parents commencent alors une nouvelle histoire. Ce jeu si charmant s'est arrêté : mardi, Linah et Amal ont répondu « oui ». Fin des histoires. C'est la guerre.

Les adultes sont frappés. Ils ne dorment plus, ils « tombent de fatigue », sous la menace des bombes : « ici, nous n'avons pas de systèmes de haute technologie pour nous alerter des missiles, de sorte qu'on puisse aller dans les refuges », dit Refaat. Un « bon parent » à Gaza doit anticiper ce que les drones israéliens vont faire. Mais quand les familles sont sorties hurler dans la rue, Linah et Amal sont assises silencieuses au bord de leur lit.

Refaat et Nysayba ont perdu plus de 30 personnes de leur famille. Quand Linah a posé la question sur la destruction de leur maison, Refaat voulait lui dire la vérité : « nos maisons sont remplies d'histoires et de contes. Elles gênent la machine de guerre israélienne, se moquent d'elle, la hantent même dans l'obscurité. Elle ne supporte pas leur existence. Et avec les dollars des contribuables américains et de la communauté internationale, Israël continuera sûrement à détruire nos bâtiments jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien ».

Mais Refaat est un bon père qui se soucie de la santé mentale de sa fille : « non, ma douce, ils ne peuvent pas nous voir dans l'obscurité », a-t-il répondu.

L'article de *Haaretz* :

<https://urlz.fr/fGqY>

Le témoignage de Refaat Alareer dans le *NYTimes* :

<https://urlz.fr/fGqZ>



Dernière minute : mercredi 18 mai, grève générale très suivie organisée par les syndicats palestiniens pour protester contre les bombardements israéliens.

Cette pratique a été utilisée par le passé dans les territoires occupés pour alerter sur la violence de l'occupation. Cette fois-ci, les syndicats palestiniens ont appelé à la solidarité internationale pour que leur action soit visible et trouve de l'écho. La FERC-CGT y a participé.

Plus d'informations sur cette grève dans l'article de Pierre Barbancey publié dans *l'Humanité* du 19.05.2021 :

<https://www.humanite.fr/proche-orient-la-greve-generale-ou-lunite-retrouvee-des-palestiniens-707487>



Portugal

Fruits rouges, immigration et COVID19

Dans un article publié le 10.05.2021 sur le site d'information *Politico*, il est question des clusters COVID que constituent les foyers de travailleurs migrants, dans un Portugal qui réussit son déconfinement et voit les cas positifs et les hospitalisations se réduire drastiquement.

Le pays est considéré comme une « zone verte » pour l'accueil des touristes notamment allemands (quand la Grèce et l'Espagne sont encore déconseillées), les cafés et les restaurants ouvrent à nouveau, la vie reprend. Mais autour des villages proches d'Odemira, ville du sud-ouest, un « cordon sanitaire » a été imposé, car le taux de contamination est 30 fois supérieur au national.

La particularité de cette région ? Son agriculture qui attire de la main d'œuvre étrangère, surtout de l'Asie du sud, indispensable pour les cultures des fruits rouges, la spécialité locale.

Les conditions d'hébergement de ces travailleurs sont en cause : quand on les entasse dans des foyers surpeuplés, il ne faut pas s'étonner qu'ils contractent le virus et se le transmettent. Quant à l'isolement, il est impossible faute de lieux dédiés. C'est seulement après la flambée des cas positifs que le gouvernement a décidé de réquisitionner des résidences de tourisme vides.

Tout le monde semble découvrir la situation catastrophique de ces migrants, qui n'est pas nouvelle. Il a fallu la COVID19 pour que les autorités s'y intéressent et parlent de conditions inhumaines, de trafic

et même d'esclavage moderne. Le premier ministre parle de « violation des droits humains » et promet d'y mettre fin. D'autres politiques font les mêmes déclarations scandalisées. On se demande ce qu'ils faisaient pendant des années...

Car à ce lieu pittoresque des côtes atlantiques à 200 km de Lisbonne, au climat comparable à la Californie, la culture des fruits rouges, mais aussi des fleurs, des légumes et des herbes aromatiques se fait depuis au moins quinze ans. Officiellement 9.615 migrants, Népalais et Indiens pour la plupart, y habitent et travaillent, mais selon le maire il y en a au moins 3.000 de plus pendant la saison des récoltes. Leur apport est essentiel pour l'économie portugaise qui exporte ces produits massivement.

Les exploitants sont des géants de l'horticulture qui gagnent des millions : 247 millions d'€ en 2020. Ils prétendent respecter les règles du salaire minimum et bien traiter leurs ouvriers. Leur porte-parole admet toutefois que près de 3.000 personnes sont mal logées. Le maire parle de 6.000.



Une enquête menée avant la pandémie notait que seulement 10% de ces migrants considéraient leurs conditions d'hébergement comme mauvaises. Mais la pandémie a changé la donne. Le maire parle des mafias qui font venir des clandestins pendant la saison des récoltes et dit avoir signalé déjà en 2018 à la police que le nombre des migrants augmentait « bizarrement » pendant cette période. On parle de migrants asiatiques qui paient jusqu'à 10.000€ pour venir travailler au Portugal. Des employeurs confirment : on les aurait contactés en leur offrant des sommes importantes pour embaucher des clandestins.

Tout cela semble venir sur le devant de la scène à cause de la COVID19. Mais si le système fonctionnait déjà avant, c'est que certains y trouvaient leur compte... Aujourd'hui, tout le monde parle de régulation et d'arrêt des abus, mais le Portugal ne veut surtout pas fermer la porte, car l'industrie des fruits rouges rapporte et a besoin de ces travailleurs. Certains pourraient s'y installer et faire des enfants, espoir bienvenu dans un pays vieillissant. La préoccupation n'est donc pas uniquement humanitaire ou basée sur les droits humains.

Le Portugal compte recevoir l'argent pour améliorer l'hébergement des migrants et fluidifier l'attribution des visas (en asséchant ainsi les filières mafieuses clandestines) par le fonds européen de résilience et de relance post-pandémique. En attendant que cet argent arrive, le « cordon sanitaire » s'assouplit et les migrants peuvent retourner au travail à condition d'être testés négatifs au coronavirus. On pensera à eux la prochaine fois qu'on verra ces fraises toutes rouges et dodues sur les étals de nos marchés en France.

<https://www.politico.eu/article/coronavirus-hotspot-portugal-migrant-farmhands/>

Royaume-Uni

Les amendes pour non-respect du confinement : affaire de « faciès » et de classe

Micha Frazer-Carrol est éditorialiste au journal *The Independent* et conseillère en communication pour un groupe d'associations antiracistes. Elle publie une tribune dans le *Guardian* du 3.05.2021 examinant la question des amendes que la police a distribuées pour non-respect des restrictions de circulation pour cause de COVID19. Le paysage est sombre et cela risque d'empirer, met-elle en garde dès le titre.

Dès le premier confinement, les antiracistes avaient mis en garde contre les dérives policières potentielles, craignant, à juste titre comme la réalité l'a montré depuis, que certaines communautés soient plus ciblées que d'autres.

Les Britanniques ont eux aussi leur loi d'état d'urgence, le *Coronavirus Act*, qui donne des pouvoirs élargis à la police. Les antiracistes ont eu beau tirer le signal d'alarme dès que ladite loi a été votée, ils n'ont pas été entendus. Aujourd'hui, la commission des droits humains du Parlement britannique demande que toutes les amendes COVID19, dans tout le pays, soient réexaminées, considérées comme « discriminatoires et injustes ».

Les antiracistes n'ont pas inventé les statistiques : en juin 2020, par exemple, 26% des amendes pour non-respect du confinement à Londres ont été imposées à des Noirs, qui constituent seulement 12% de l'ensemble de la population de la ville. Une enquête du *Guardian* prenant en compte l'Angleterre et le Pays des Galles a démontré que les amendes (entre 200 et 10.000£) ont été sept fois plus nombreuses pour les Noirs, les Asiatiques et les autres « minorités ethniques ». Sans surprise, les jeunes hommes ont été plus strictement contrôlés par la police que les autres.

Micha n'oublie pas de combiner le facteur « race » avec les autres facteurs discriminatoires : le lieu géographique et la classe sociale. Elle rappelle ce que toutes les enquêtes ont déjà montré, à savoir que les travailleurs « essentiels » qui étaient obligés de sortir et donc plus propices aux contrôles appartenaient aux « minorités ethniques » visibles ciblées par la police. Ces personnes ont souvent des familles élargies dont elles prennent soin, mais dont tous les membres n'habitent pas à la distance autorisée par les règles du confinement. Là aussi, contrôle systématique et prétexte pour amendes.



La géographie, donc la distance entre le lieu d'habitation et celui de travail, a joué un rôle, de l'aveu même de la police. À Suffolk, la police a elle-même compté quatre fois plus d'amendes aux groupes « minoritaires » qu'aux autres. Mais elle a oublié de préciser que c'est dans les quartiers où vivent ces « minorités » qu'elle est la plus présente de façon souvent agressive (comme en France) et bien sûr n'a

aucune analyse pourquoi ces personnes sont concentrées dans certains endroits. Elle a plus contrôlé là qu'ailleurs pendant les confinements, par conséquent distribué plus d'amendes. L'indulgence n'existe pas pour les pauvres...

Qui et comment a fixé les montants des amendes ? Pourquoi sont-elles si disproportionnées ? Considéret-on ces travailleurs et ces « minorités ethniques » comme des inconscients toujours prompts à transgresser les règles qui protègent de la pandémie ? Micha répond évidemment que non, d'autant plus que ces communautés ont été durement frappées et ont eu beaucoup de victimes à déplorer (cf. *Fenêtre* n°20 pour les Pakistanais et les Bangladais). Pas d'inconscience ou de défi insensé dans leur comportement. En fait, la question de la proportionnalité des punitions risque de poser maintenant un réel problème, comme elle n'a pas grand-chose à faire avec le respect des règles du confinement, mais avec la perception que la police a de certaines communautés ou classes sociales.

Aujourd'hui, près de 85.000 amendes plus tard, on se retrouve devant une criminalisation des mauvais payeurs qui n'en sont pas en réalité, tout simplement parce qu'ils ne peuvent pas payer. La crise est surtout sociale : licenciements, précarité, baisse de revenus pour cause de confinements, faillites d'entreprises, fermeture de commerces etc. etc. Or tout cela n'est pas pris en compte et ce sont toujours les mêmes qui doivent payer au propre et au figuré. S'ils paient, leur pauvreté sera accentuée. S'ils ne paient pas, ils seront condamnés en justice et seront dans le fichier de la police. Ces fiches seront-elles détruites, comme l'a demandé la commission des droits humains du Parlement ?

Les amendes et leur distribution inéquitable donne à Micha l'occasion d'aborder aussi la question de la motivation qui pousse à se conformer aux restrictions sanitaires. Elle cite une enquête menée au printemps et à l'été 2020 par des chercheurs en méthodologie et criminologie de la *London School of Economics* (LSE) et de l'*University College London* (UCL) : ce n'est pas la crainte des amendes qui pousse à respecter les règles sanitaires, mais le souci pour sa santé et celle des autres, la protection contre la pandémie.

Aujourd'hui où les règles s'assouplissent sans disparaître, il faut donner envie à tous de rester prudents tout en profitant du déconfinement progressif. Laisser tomber les amendes et la peur de la punition. Les communautés qui ont été discriminées et ont beaucoup souffert pendant plus d'un an de la pandémie ont envie de vivre, de retrouver les leurs et de pouvoir se reconstruire avec un travail et un revenu décent.

La crise COVID a été l'occasion de remettre sur le devant de la scène le rôle de la police et son comportement discriminatoire dénoncé par les associations et les défenseurs des droits humains depuis longtemps. Dire que les associations ont eu raison ne suffira pas. Il faut se saisir de cette occasion pour enlever à la police ses pouvoirs exorbitants. La justice et l'égalité n'attendent pas. La sortie de la pandémie doit profiter à tous.

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2021/may/03/covid-fines-pandemic-policing-england-bame>

L'enquête sur les raisons qui poussent à respecter les règles de confinement conclut que la pandémie a été l'occasion d'une meilleure prise de conscience des « obligations sociales » indépendamment de l'obligation liée à la loi (et de la peur de la punition). Les amendes pour non respect du confinement ont été imposées à 0,1% de la population : les règles ont donc été bien respectées et la dissuasion n'a pas joué un grand rôle. C'est encourageant, car cela montre une certaine conscience collective. Mais si le pourcentage de la population sanctionnée est si minime, les conclusions de la tribune de Micha sont encore plus graves, car cela signifie effectivement que « certains » ont été pris pour cible et discriminés.

Un résumé se trouve ici : <https://urlz.fr/fHAO>

L'enquête longitudinale du projet « *Policing the pandemic* » dirigé par Krisztián Pósch de l'UCL est ici :

<https://osf.io/4vje3/>